

AFRIQUE

RWANDA: LA PAIX CIVILE DETRUITE EN PLEIN VOL

La garde présidentielle a été mise en cause dans l'attentat qui a coûté mercredi la vie aux présidents du Rwanda et du Burundi. Jeudi, la capitale Kigali a été en proie aux pillages et aux meurtres. Trois observateurs de l'ONU, le Premier ministre et dix-sept prêtres ont été abattus, alors que trois ministres étaient enlevés.

Au lendemain de l'attentat à la roquette qui a coûté mercredi soir la vie aux présidents Juvénal Habyarimana du Rwanda, et Cyprien Ntaryamira du Burundi, la capitale rwandaise Kigali a connu une journée de meurtres et de pillages. Parmi les victimes jusqu'à présent recensées par les Nations unies, figurent notamment le Premier ministre Agathe Uwugillimana, abattue à proximité du palais présidentiel par des membres de la garde présidentielle, trois observateurs militaires belges de la Minuar (Mission des Nations unies d'assistance au Rwanda) et, selon l'agence de presse belge Belga, dix-sept prêtres rwandais au cours d'une traque aux ecclésiastiques qui se poursuivait hier soir.

Les auteurs de ces tueries, des militaires de la garde présidentielle, tous membres de l'ethnie hutue, avaient investi dès 5 heures du matin les rues du centre-ville, tirant sur les rares habitants qui se risquaient à sortir de chez eux. Selon plusieurs témoins, ces mêmes soldats ont patrouillé dans de nombreux quartiers de la capitale, pillant et saccageant de nombreuses maisons, laissant à chaque fois plusieurs victimes derrière eux.

En début d'après-midi, un porte-parole de l'ONU a révélé l'enlèvement à leur domicile des ministres de l'Agriculture, du Travail et de l'Information - accusés par les militaires radicaux d'accepter le processus de transition censé intégrer la minorité tutsie - et de plusieurs membres de leurs familles.

Au même moment, alors que la Belgique, l'ancienne puissance coloniale de ces deux pays d'Afrique centrale, dénonçait le double assassinat, Paris plaçait en état d'alerte la totalité des troupes françaises présentes sur le continent, soit les 4 500 soldats basés en Centrafrique, au Sénégal, en Côte-d'Ivoire, au Tchad et au Gabon, ainsi que les 4 000 stationnés à Djibouti sur la mer Rouge. Le ministre de la Défense, François Léotard, a indiqué pour sa part qu'il fallait « que la France, et notamment les états-majors, se préparent à des actions d'évacuation » des quelque 600 ressortissants français du Rwanda.

Il est un peu plus de 20 h 30, mercredi soir, lorsque l'avion présidentiel transportant les deux chefs d'Etat - de

retour de Dar Es-Salaam où ils viennent d'assister à un sommet régional convoqué par le Président tanzanien pour trouver une solution aux conflits que traversent leurs deux pays - s'apprête à se poser sur l'aéroport de Kigali.

C'est à cet instant, selon des responsables de l'ONU présents sur place, que l'appareil - un Falcon 50 offert par la France au Président rwandais voici trois ans - aurait été atteint de deux roquettes et aurait explosé en vol. Parmi les victimes, outre les deux présidents africains, figurent également les ministres burundais du Plan et de la Communication, le chef d'état-major de l'armée rwandaise, quatre proches du président Habyarimana et trois membres d'équipage français. Ces derniers, un pilote, un copilote et un mécanicien, étaient salariés du ministère de la Coopération qui les avait mis à la disposition du chef de l'Etat rwandais via une société prestataire de services.

Dès l'attentat connu, les soupçons se sont portés sur les quelque 200 anciens rebelles tutsis du FPR (Front patriotique rwandais), installés à Kigali depuis la signature des accords de paix, en août à Arusha, en Tanzanie. Coupables tout désignés d'un coup d'Etat contre l'homme fort du régime, les rebelles tutsis, faisait-on remarquer hier dans la capitale rwandaise, ne pouvaient pas matériellement réaliser un tel attentat depuis que leurs armes lourdes ont été saisies par les militaires des Nations unies. Ils n'auraient aucun intérêt aujourd'hui à interrompre de façon violente un processus de transition qu'ils ont ardemment souhaité. D'autant que si ce processus traîne aujourd'hui désespérément en longueur, la responsabilité en incombait exclusivement au chef de l'Etat, accroché à un pouvoir qu'il exerçait sans partage depuis 1973.

Un point de vue que l'avis de plusieurs diplomates est venu étayer hier. Selon eux, les deux roquettes tirées contre l'avion présidentiel sont parties du quartier Kanombé où se trouve la plus grande partie des effectifs de la garde présidentielle. Longtemps soupçonné d'abriter en son sein l'aile la plus radicale de l'intransigeance hutue, ce bataillon de « fidèles » du président Habyarimana a traversé récemment de nombreuses turbulences

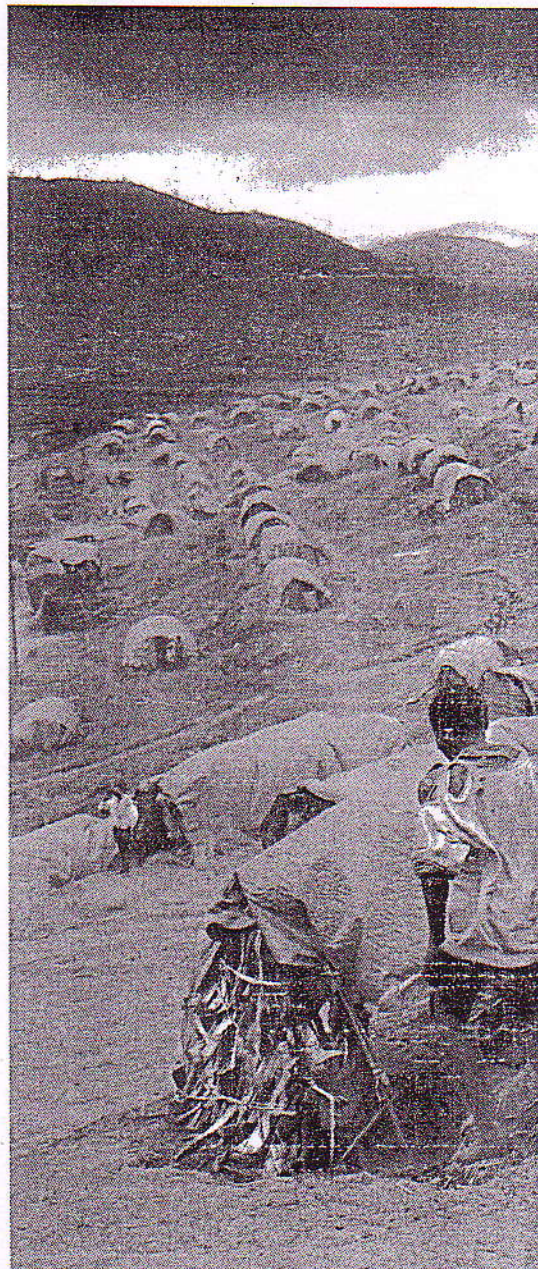
tant au sein de sa hiérarchie qu'au niveau de sa base. Fer de lance de la guerre contre la guérilla tutsie, la garde présidentielle a perdu de nombreux hommes au combat et les nouvelles recrues, des Hutus originaires du sud du pays, à la frontière du Burundi voisin, n'auraient guère apprécié la récente mise à l'écart de certains de leurs officiers par le Président lui-même. C'est ce recentrage musclé de la garde présidentielle, sur fond d'un processus de transition ouvrant la politique rwandaise à la minorité tutsie, qui aurait déclenché la colère des militaires, connus au Rwanda pour le maintien des privilèges ethniques.

L'année dernière, une commission d'enquête internationale sur les violations des droits de l'homme avait nommé mis en cause des officiers de la garde présidentielle qui s'étaient rendus responsables de centaines de meurtres de civils tutsis ou de simples opposants au chef de l'Etat. En février dernier encore, le ministre rwandais des Travaux publics, hutu mais favorable à l'intégration politique de la minorité tutsie, avait été assassiné par un commando dont les membres étaient soupçonnés d'être « proches » de la garde présidentielle.

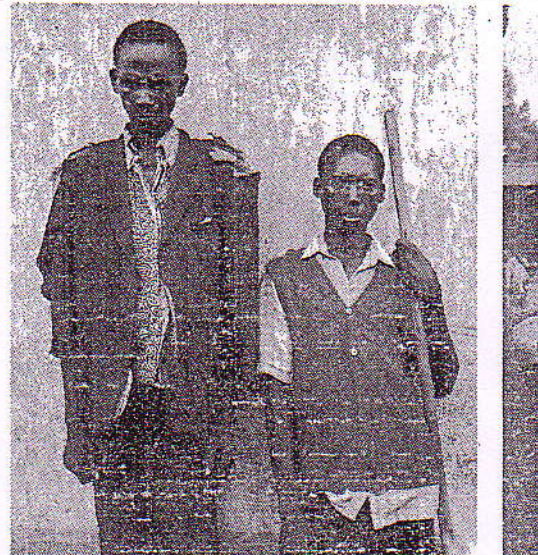
Le lendemain, un convoi transportant les nouveaux ministres et députés tutsis du FPR à Kigali, pour la cérémonie d'investiture à l'Assemblée nationale, tombait dans une embuscade tendue par un commando qui agissait directement sous les ordres d'officiers proches du Président rwandais. Hier soir, une équipe de la mission de l'Organisation des Nations unies s'est vu interdire l'accès à l'épave de l'appareil par des membres de la garde présidentielle.

De l'autre côté de la frontière, à Bujumbura, l'annonce de la mort de Cyprien Ntaryamira n'a pas provoqué de tensions particulières. Elu le 13 janvier président de la République du Burundi par le Parlement à l'âge de 39 ans, il était venu succéder à Melchior Ndayaye, lui-même assassiné en octobre dernier lors d'une tentative de coup d'Etat fomenté par des militaires de l'ethnie minoritaire tutsie, opposés, eux aussi, à la perte de leurs prérogatives depuis la victoire électorale de la majorité hutue.

Alain FRILET

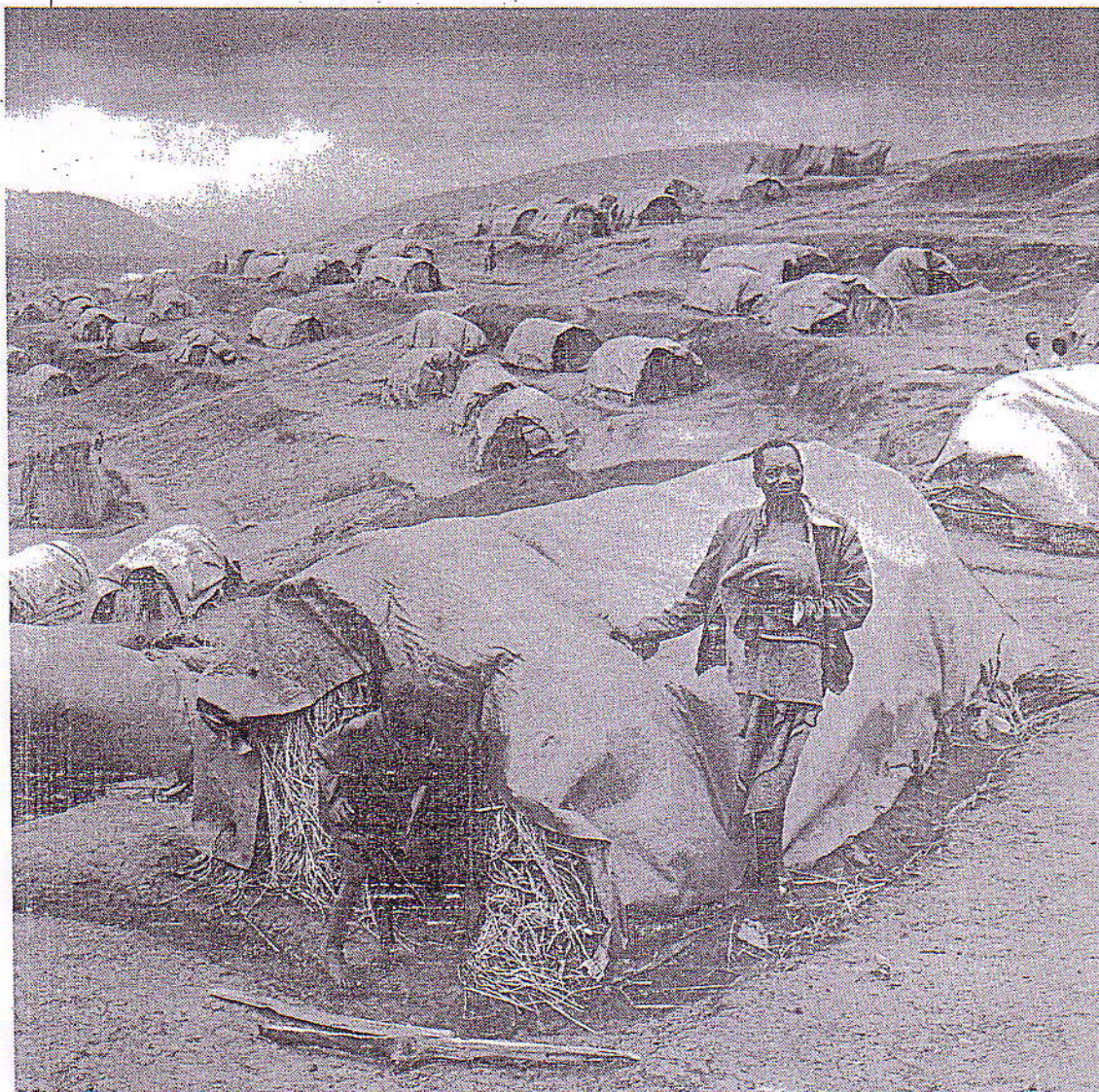


Camp de Kanagé (Rwanda) ouvert au début de l'année



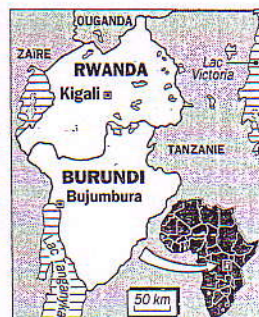
Emmanuel Maregèya «un doigt en plus» et Paul Milenzo «le 11^e enfant», (Burundi)

Can Jos



rassemblés quelque 50 000 réfugiés en provenance du Burundi.

REPERES



Rwanda

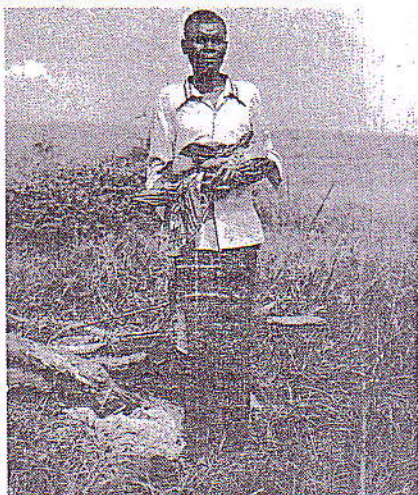
Pays enclavé de 26336 km² en Afrique centrale.
 ● **Population.** 7,1 millions d'habitants (234500 à Kigali la capitale) dont plus de 90% de l'ethnie hutu.
 ● **Religions.** Chrétiens (65%), animistes (20%), islamistes (9%).
 ● **Historique.** Ancien Etat monarchique colonisé par l'Allemagne en 1898, sous mandat belge avec le Urundi en 1922, et uni au Congo belge en 1925. Indépendant le 1^{er} juillet 1962.
Politique. Grégoire Kayibanda, premier président de la République, renversé le 5 juillet 1973 par le général Juvénal Habyarimana. Après dix-sept ans de régime à parti unique, le multipartisme a été instauré le 10 juin 1991. Fin décembre 1991, neuf partis politiques ont été reconnus.

Burundi

Pays enclavé de l'Afrique centrale, il est, avec 27834 km², l'un des plus petits Etats du continent.
 ● **Population.** 5356000 habitants (300000 à Bujumbura la capitale), dont plus de 80% de l'ethnie hutu. Les habitants du Nord appartiennent à l'ethnie tutsi.
Religions. Chrétiens (70%), islamistes (2%), animistes (15%).
 ● **Historique.** Possession allemande jusqu'à la Première Guerre mondiale, puis protectorat belge. Indépendant le 1^{er} juillet 1962. Le major Pierre Buyoya — un Tutsi — s'est emparé du pouvoir le 3 septembre 1987. Des massacres interethniques ont ensanglanté le pays. En 1972 où 200000 Hutus avaient été tués, et en 1988.
 ● **Politique.** Une nouvelle Constitution instituant le multipartisme a été adoptée par référendum en mars 1992, après vingt-six ans de régime à parti unique. Après la tentative de coup d'Etat d'octobre 1993, au cours duquel le Président élu a été assassiné et 25000 à 50000 personnes massacrées, le Parlement a amendé la Constitution pour élire un nouveau président de la République.



Murama (Burundi): Marie.



Toyi et son bébé prématuré au camp de Ceru (Rwanda)



Antoinette Niragira, «Dieu nous garde», et ses enfants au camp de Burenge (Rwanda)

Ce reportage photo de Yan Morvan est issu d'un travail réalisé il y a un mois avec Jean-Claude Coutausse, Gilles Peress et Reza, sur la situation des 700 000 réfugiés et déplacés du Burundi à l'initiative de Reporters sans Frontières, avec l'assistance de Médecins sans Frontières et le soutien de la Fnac. Leur travail sera exposé du 12 au 27 avril à la Fnac Forum à Paris.